

# ABALANCE

N° 209 SEPTEMBRE 2022

Les Amis de la Terre France

DEPUIS 1971

EDITO



PAR KHALED GAJJI, PRÉSIDENT DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Les événements climatiques de cet été n'ont échappé à personne. Mais rien n'y fait : malgré leur concrétisation dévastatrice, les pouvoirs publics restent dans le déni. Ainsi, nos responsables politiques ont refusé de taxer les super-profits engrangés par les multinationales pendant la crise sanitaire et la guerre en Ukraine, mesure qui permettrait pourtant de financer la transition écologique et aller vers plus de justice sociale.

Les canicules de cet été ont révélé au grand jour notre fragilité : la mer Méditerranée est en train de bouillir, des milliers d'hectares de forêts sont partis en fumée... Partout en France, le manque d'eau s'est plus que jamais fait ressentir.

Alors que nous expérimentons dans notre chair les ravages du changement climatique, rappelons-nous que les pays du Sud les vivent depuis longtemps et dans des proportions bien plus mortifères. La nécessité de venir en aide aux pays vulnérables dans leur adaptation au changement climatique est justement un des enjeux majeurs de la COP 27, qui se tiendra du 7 au 18 novembre en Égypte. Notre fédération sera attentive à ce que des engagements concrets et à la hauteur des enjeux soient pris, pour que la COP 27 soit celle de la justice climatique.

Enfin, je tiens à vous remercier pour votre soutien sans faille, qui nous permet de maintenir le cap dans la tempête. Je compte sur vous pour renforcer votre engagement si vous avez les moyens, car l'urgence est là. ■

EN CHIFFRES



**42.9°C**  
Record de température observé en France pendant l'été 2022 (le 18 juillet à Biarritz).



**395**  
Nombre de députés qui se sont prononcés en faveur du projet de loi "pouvoir d'achat", qui prévoit de relancer une centrale à charbon en Moselle et d'accélérer la mise en service d'un terminal méthanier flottant au Havre.



**28/07**  
Le 28 juillet 2022, jour du dépassement, l'humanité a déjà épuisé toutes les ressources que la planète est capable de régénérer en un an.

PAR JULIETTE RENAUD / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

DU CÔTÉ INTERNATIONAL



## De la justice dans leurs affaires

Après l'adoption de la loi française sur le devoir de vigilance des multinationales en 2017, c'est désormais au niveau européen qu'une directive similaire est en discussion.

De nouveau, les lobbies des grandes entreprises font pression pour que cette législation ne voie pas le jour, ou leur soit la moins contraignante possible. C'est pourquoi la Commission européenne a déjà mis près de deux ans à accoucher d'une première proposition de texte, qui est malheureusement loin d'être satisfaisante.

Toutefois, le processus ne fait que commencer et nous comptons bien faire entendre la voix de la société civile pour relever l'ambition de cette directive : avec près de 90 associations et syndicats européens, nous venons de lancer la campagne « De la justice dans leurs affaires ».

Nous porterons ensemble des demandes clés pour que cette directive atteigne réellement son objectif de mettre fin à l'impunité des multinationales, avec notamment des dispositions fortes en matière d'accès à la justice des personnes affectées et de responsabilité juridique des entreprises, y compris pour des violations des droits humains et des dommages environnementaux commis à l'autre bout du monde par leurs filiales ou sous-traitants. ■

justice-business.org

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX



PAR BENOÎT DEROUET / LES AMIS DE LA TERRE PARIS

« Ceinture verte », vous dites ?

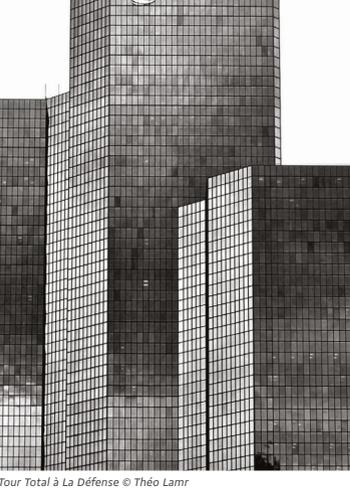
Début juin, la Mairie de Paris communique en grandes pompes sur sa volonté de « verdir » le périphérique de Paris, grâce à la création d'une ceinture végétalisée et une diminution des voies de circulation automobile. Derrière cette bonne nouvelle en apparence, se cache en fait un historique peu reluisant. En effet, aux Amis de la Terre Paris, nous suivons de près les projets d'urbanisme et avons constaté ces dix dernières années une bétonisation grandissante des abords du périphérique, aux antipodes de la végétalisation

promise. Cette bétonisation effrénée, gagnant du terrain à coups de projets d'aménagement successifs, entraîne une densification et une gentrification des communes aux portes de Paris, repoussant ainsi les plus précaires toujours plus loin de la capitale. Ces nouvelles constructions (bureaux, hôtels, commerces et logements), en plus de détruire des espaces verts, aggravent les nuisances sonores et la pollution de l'air.

Nous avons déjà déposé des recours contre deux projets à la Porte Maillot (« Mille arbres ») et « Ville multi-strates ». La justice nous a donné raison, mais un appel a été déposé par les promoteurs de ces projets. En parallèle, nous nous mobilisons également contre un projet à la Porte de Montreuil. ■

L'ACTU DU TRIMESTRE

PAR FREDÉRIC AMIEL / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE



Tour Total à La Défense © Théo Lamr

## TAXER LES SUPERPROFITS

### POUR CONSTRUIRE LE MONDE D'APRÈS

En 2021, en pleine crise sanitaire, la multinationale Total engrangeait 16 milliards de dollars de bénéfices. Près de trois fois les bénéfices annuels déclarés les années précédentes. D'autres grandes entreprises françaises comme Carrefour et BNP Paribas ont également annoncé des superprofits suite à la crise, malgré les restrictions auxquelles nous avons tous-tous dû faire face. En 2022, alors que la guerre fait rage aux portes de l'Europe et que les conséquences de la crise climatique se font de plus en plus sentir à travers les sécheresses et les vagues de chaleurs, les mêmes entreprises s'approprient à renouveler des profits records, profitant de l'inflation galopante et de l'augmentation du coût de matières premières comme le blé sur les marchés mondiaux.

Avec nos alliés de l'Alliance écologique et sociale - Plus Jamais Ça (la CGT, Greenpeace, Oxfam, Solidaires, la Confédération Paysanne, la FSU et Attac), nous avons donc décidé de lancer une grande campagne pour réclamer une taxation exceptionnelle de ces superprofits afin de soulager financièrement les ménages et financer l'indispensable transition écologique et sociale de notre société.

Des millions de personnes ont de plus en plus de mal à se nourrir. Les prix de l'énergie explosent, contraignant des millions de travailleuses et de travailleurs à payer leur essence au prix fort. Néanmoins, les mesures d'urgence à prendre contre cette baisse du pouvoir d'achat ne doivent surtout pas se traduire par une relance des énergies fossiles ni retarder la transition énergétique.

Notre proposition est simple. En 2021, les 150 plus grandes entreprises ont dégagé entre 60 et 90 milliards d'euros de « superprofits ». En taxant ces profits à hauteur de 50 à 90 %, l'État pourrait dégager plusieurs dizaines de milliards d'euros. Cet argent permettrait par exemple d'aider les cantines et les restaurants universitaires, d'investir pour une réduction des tarifs de train et de transports en commun, ou encore d'accélérer les programmes de rénovation énergétique des bâtiments.

Nous avons bien l'intention de mettre cette question au cœur de la rentrée 2022, et vous donnons d'ores et déjà rendez-vous pour de nombreuses mobilisations dès le mois de septembre ! ■

LE DOSSIER

PAR RAPHAËL CROS / RECLAIM FINANCE

## TOTAL LA FIN D'UNE ÈRE

MAINTIEN DE SES ACTIVITÉS EN RUSSIE MALGRÉ LA GUERRE EN UKRAÏNE, ATTRIBUTION DE 70 % DE SES DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS AUX ÉNERGIES FOSSILES... TOTAL MÉPRISE LES DROITS HUMAINS ET MULTIPLIE LES AFFRONTS FACE À L'URGENCE DE RÉDUIRE DRASTIQUEMENT NOS ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE. PRÉFÉRANT L'ÉVEIL À LA RÉSIGNATION, LA SOCIÉTÉ CIVILE S'INSURGE ET SE SOULÈVE.



Champ pétrolier © wongbao

LE PLAN CLIMAT DE TOTAL : UNE COQUILLE VIDE

Total ne se sent visiblement pas concerné par les appels du GIEC et de l'Agence internationale de l'énergie à ne plus développer de nouveaux projets de production pétrolière et gazière. Au contraire, la multinationale française poursuit sa stratégie d'expansionnisme, en étant impliquée dans EACOP, le méga projet d'oléoduc chauffé en Ouganda, déjà responsable de violations de droits humains, et dans 24 autres projets qui sont de véritables bombes climatiques.

Preuve de son greenwashing : 70 % des dépenses d'investissement sont dédiées aux énergies fossiles, quand les énergies renouvelables ne représentent que 15 % du mix de Total à

horizon 2030. La hausse de sa production gazière amènera ainsi Total à épuiser son budget carbone (compatible avec une trajectoire +1.5°C) dès 2035 au lieu de 2050. Enfin, la major ne prévoit de baisser ses émissions que de 6 à 7 % d'ici 2030, bien loin des 50 % préconisés par la science.

L'HYPOCRISIE COMPLICE DE LA FINANCE

Tout cela est permis dans le plan climat que Total soumettait à un vote consultatif de ses actionnaires lors de son assemblée générale le 25 mai. Et pourtant, bon nombre d'entre eux, soi-disant engagés à aligner leurs propres portefeuilles d'investissement avec l'objectif de limiter le réchauffement à

1,5°C, l'ont validé. Parmi eux se trouvent BlackRock, mais aussi les filiales de gestion d'actifs de Crédit Agricole (Amundi, 2<sup>e</sup> actionnaire de Total), d'AXA et de BNP Paribas. Comble de l'hypocrisie : quand bien même il s'agissait d'un vote consultatif, ils n'ont pas eu le courage d'agir pour une fois en accord avec leurs grands discours sur le climat.

En tout, ils ont été 88,9 % à approuver ce plan qui nous mène tout droit vers le chaos climatique et des injustices de plus en plus fortes. Heureusement, certains étaient là pour s'y opposer, comme La Banque Postale, ou encore OFI qui gère principalement les actifs de MACIF. De quoi nous éclairer sur les banques et assureurs à fuir et ceux à privilégier. ■

LE DOSSIER

PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE



Blockage de l'assemblée générale de Total le 25 mai 2022 à la salle Pleyel à Paris © Les Amis de la Terre, Alternatiba Paris, ANV-COP21 et Greenpeace.

## Face au monde destructeur de Total souffle le vent de la résistance

Le 25 mai dernier, sur les coups de 8h, 250 activistes se sont réunis pour bloquer les portes de l'assemblée générale de Total. Cette action de désobéissance civile d'envergure, qui aura permis de mettre les projecteurs sur l'agressivité de la major en matière de développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers. De fait, les énergies fossiles, responsables de 85 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, représentent encore aujourd'hui plus de 90 % de sa production.

Le blocage de l'assemblée générale a été l'occasion pour les militants d'exiger de Patrick Pouyanné (PDG de Total) un retrait de Russie, l'arrêt de tout nouveau projet d'énergies fossiles et des engagements concrets en matière climatique. En effet, le nouveau « plan climat » du géant pétrolier n'est rien d'autre qu'une coquille vide, qui participe de la politique de

l'autruche généralisée face à l'urgence d'une véritable transition écologique.

Le souffle de la résistance a dépassé les frontières, puisque des partenaires sont venus du monde entier pour témoigner des impacts des projets délétères de Total à l'étranger, tels que EACOP et Tilenga en Ouganda et en Tanzanie, mais aussi Mozambique LNG. L'entreprise française a également des intérêts massifs en Russie, où elle détient 40 % de ses réserves mondiales de gaz. Ainsi, Patrick Pouyanné préfère prendre le risque de financer la guerre en Ukraine, plutôt que de renoncer à ses profits mirobolants.

Le 25 mai aux portes de la salle Pleyel, deux visions du monde s'affrontaient : d'un côté, les activistes écologistes prônant la non-violence ; et de l'autre, des actionnaires cupides et cyniques, multipliant les insultes envers les militants. Face à des actionnaires refusant de voir la vérité en face, le mouvement citoyen se révolte, s'insurge et se soulève ! Le 25 mai a marqué un véritable tournant et confirmé une chose : tant que des multinationales telles que Total continueront de condamner notre pla-

nète et notre avenir, le réveil citoyen sera au rendez-vous et fera front.

Car oui, un autre monde que celui que nous impose Total est possible. Le modèle climatique et inhumain qui est à l'œuvre aujourd'hui n'est pas la seule issue. Nous pouvons et nous devons nous tourner vers les alternatives que sont la sobriété et les énergies renouvelables. Notre système productiviste doit faire place à un modèle plus résilient, juste et solidaire. Pour cela, il faut produire et consommer moins et mieux. Si les efforts à l'échelle individuelle (manger moins de viande et réduire la consommation de produits laitiers, etc.) sont à encourager, le changement de modèle doit d'abord et surtout s'opérer au niveau collectif et structurel : bannir les injonctions à consommer et relocaliser les chaînes de production, repenser l'espace public, démocratiser l'agriculture biologique, etc. Les solutions existent, il ne manque que la volonté politique. Nous avons le pouvoir de faire plier les intérêts privés pour préserver notre avenir et celui des générations futures. Rejoignez le mouvement ! ■

INTERVIEW PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE



## 3 questions à Judith Pigneur

INGÉNIEURE GÉOLOGUE, BÉNÉVOLE AUX AMIS DE LA TERRE FRANCE

Mine de lignite à Etwellevier, en Allemagne. © Unsplash/CC/Mika Baummeister.

TU ES SPÉCIALISTE DE L'EXTRACTIVISME DE MINÉRAIS ET SES IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX. QUELS SONT CES MINÉRAIS ?

Parmi les métaux, on retrouve le lithium utilisé pour fabriquer les batteries, le néodyme qui sert à fabriquer les aimants, mais aussi le nickel, le fer, ou encore le cobalt. En tout, une cinquantaine d'éléments sont utilisés. Aujourd'hui, ces métaux sont omniprésents : batteries de téléphone et de voitures, batteries à dents électriques, etc.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX PROBLÈMES QUE POSE L'EXTRACTIVISME ?

Tout d'abord, lorsque l'on extrait des métaux, la roche qui les contenait est

laissée sur place et libère souvent des substances toxiques, qui se contaminent dans les écosystèmes et contaminent l'eau. On observe en effet de graves problèmes sanitaires aux abords des mines, les mineurs étant bien sûr en première ligne : inhalation de poussières toxiques, accidents, etc. Par ailleurs, l'impact sur les sols n'est pas seulement lié aux mines elles-mêmes, mais aussi aux infrastructures qui stockent, transportent et achèment les métaux. L'artificialisation des sols est criante au Brésil et en Indonésie, où les mines sont responsables de déforestation. Les procédés d'extractivisme exigent également de pomper l'eau en continu, provoquant ainsi l'assèchement des terres, au mépris des paysans de la région. Enfin, les métaux sont des ressources non renouvelables.

FACE À CE CONSTAT, QUELLES SOLUTIONS EXISTE-T-IL ?

Dans un contexte d'épuisement des ressources planétaires et d'effondrement de la biodiversité, nous devons impérativement sortir de l'extractivisme. L'État doit mettre en œuvre une politique permettant de réduire drastiquement la consommation et l'extraction de métaux, tout en pourvoyant à nos besoins essentiels. À cela, nous devons associer une meilleure réglementation et des soutiens aux luttes locales qui se mobilisent contre des projets de mines, en Bretagne comme en Alsace. ■

DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES



## Moins, c'est mieux.

PAR JOSEPH D'HALLUIN / MEMBRE DU CONSEIL FÉDÉRAL DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Pris en étau entre le réchauffement climatique et les pénuries d'énergies, notre société semble incapable de se fixer un nouveau cap. Ce cap, pourtant, nous le proposons depuis 50 ans, en défendant des alternatives au productivisme. Le GIEC pour le climat, l'IPBES pour la biodiversité... Nombreux sont celles et ceux qui égrainent régulièrement leur constat inquiétant du désastre écologique. La guerre en Ukraine a également remis un coup de projecteur sur notre dépendance aux énergies fossiles et le cortège d'immoralité qui va avec. C'est pourquoi les Amis de la Terre, réunis en assemblée fédérale en mai, ont souhaité réaffirmer leur conviction profonde : la sobriété est la seule issue.

énergétique telle que la défendent depuis peu Total, Engie ou EDF, mis au pied du mur après avoir garé leurs actionnaires. Pour nous, la sobriété n'est pas qu'individuelle : c'est un projet collectif, qui va de pair avec les luttes pour la justice climatique et la transition juste. Elle n'est pas une privation de sens, mais une transformation radicale de nos modes de production et consommation.

Notre texte de positionnement donne des pistes de « politiques de sobriété », l'abandon du dogme de la croissance, la lutte contre le mariage publicitaire et la mise en place de politiques publiques justes qui garantissent un plancher de droits sociaux pour tous et permettent de ne pas dépasser le plafond des limites planétaires. ■

Notre sobriété est un projet politique. Ce n'est pas une solution provisoire à la pénurie

bit.ly/3ASNTdb

EN BREF

DU CÔTÉ DE LA RÉSISTANCE



## Victoire ! EDF n'ira pas poser ses valises au Mexique

PAR JESUS GUARNEROS / PRODESC

Le 2 juin 2022, après des années de lutte, la communauté autochtone d'Unión Hidalgo au Mexique et l'organisation ProDESC ont obtenu une victoire majeure : le méga-projet de parc éolien Gunaá Sicarú a été définitivement annulé.

Ce processus de défense des terres mené par la communauté d'Unión Hidalgo fait de l'annulation de Gunaá Sicarú un jalon dans la transition énergétique juste et pour la responsabilité des entreprises en Amérique latine.

La Commission fédérale d'électricité et le ministère de l'énergie du Mexique ont informé le tribunal mexicain de leur décision d'annuler les contrats de fourniture signés avec EDF, ainsi que le contrat d'interconnexion correspondant. Le ministère a également informé que la procédure de consultation autochtone qui avait été suspendue à Unión Hidalgo était devenue sans objet, puisque le projet n'existe plus.

La communauté et les associations ProDESC et ECCHR, avait initié un recours en France en 2020 sur le fondement de la loi sur le devoir de vigilance : cela a permis de tester la loi sur les questions de compétence du tribunal civil et de la responsabilité d'EDF en France et pas seulement de sa filiale au Mexique. Il s'agissait de la première action en justice de ce type entreprise par une communauté autochtone des Amériques. ■

LE COURRIER DE LA BALAÏNE

N° 209 / SEPTEMBRE 2022

N° CPPAP 0419 G 86222 / ISSN 1969 9212

Les Amis de la Terre • 01 48 51 32 22

MUNDO-M, 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil

France@lesamisdelaterre.org

www.amisdelaterre.org

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Khaled Gajji

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Khaled Gajji, Juliette Renaud, des Amis de la Terre France ; Benoît Deroquet, des Amis de la Terre France ; Raphaël Cros, de Reclaim Finance ; Julia Orain, des Amis de la Terre France ; Judith

Pigneur ; Joseph D'Halluin, membre du conseil fédéral des Amis de la Terre France ; Jesus Guarneros, de ProDESC.

COORDINATION DE LA PUBLICATION

Julia Orain • 01 48 51 32 22 julia.orain@amisdelaterre.org

Marion Cubizolles • 06 26 93 46 45 marion.cubizolles@amisdelaterre.org

GRAPHISME ET MAQUETTE

Zelda Mauger mauger.zelda@gmail.com

IMPRESSION

Nautilus Classic STIPA - STIC Recycled 100% 100 g/m<sup>2</sup> STIPA - France

ROUTAGE

Presse-Pluriel • contact@pressepluriel.fr

Oui, je soutiens les actions des Amis de la Terre !

FAIRE UN DON

Les Amis de la Terre France